



Le Rond-Point des sciences humaines

<http://www.rond-point.qc.ca>

INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

LE DISCOURS LIMITE DES SOUVERAINISTES

Toujours à la recherche du statut constitutionnel du Québec

Chronique de Bruno Deshaies, Vigile.quebec 23.10.2003

Source : <http://www.vigile.net/archives/ds-deshaies/docs3/03-10-23-2.html>

<http://www.rond-point.qc.ca/auteur/livres/nationalismes.html>

<http://www.rond-point.qc.ca/seguin/lesNormes.phtml>

Par Bruno Deshaies (bd@rond-point.qc.ca)

Historien (<http://www.rond-point.qc.ca/auteur/biographie.html>)

Le Rond-Point des sciences humaines, 23-10-2003

*« Pas « faisable », la souveraineté ?
Au moins depuis la commission Bélanger-Campeau,
cette question ne se pose plus. »
(Yves Martin, 14 octobre 2004,
voir RÉF. no 5.)*

Le dernier Conseil général du Parti québécois a créé de nouveau de la confusion. Il a abouti à un bras de fer médiatique entre les révisionnistes du produit souverainiste avec ceux et celles de l'orthodoxie lévesquiste de la souveraineté (association et autres formes confédérales d'annexion politique). Les journalistes se sont déchaînés sur la nouvelle. Puis, finalement, Lysiane Gagnon a commencé son article avec ces deux phrases : « La saison des idées ? Disons plutôt la saison du cheuf ! » (Voir NOTE no 1.) Et vlan !

Ce qui s'est passé n'a rien eu de surprenant. Bernard Landry l'a même écrit dans sa lettre publique du 18 octobre dernier adressée aux membres du Parti québécois. Il affirme que « c'est en puisant à l'esprit même de sa fondation que le Parti québécois doit se moderniser ». Si tel est le cas, le poète-chansonnier Raymond Lévesque n'est certainement pas de son avis (cf. ANNEXE, DOC. no 1). Au contraire. Comme *Bozo-les-culottes*, il se dit encore :

Si son élite, si son clergé,
Depuis toujours l'avaient trompé.
[...]
Nos politiciens à gogo,
Font les braves, font les farauds.
[...]
Quand on est d'la race des pionniers,
On est fait pour être oublié,
Bozo-les-culottes.

<http://site.ifrance.com/leparolier/textes/bozolesculottes.htm>

« La saison des idées » annoncée par le chef du Parti québécois n'a pas fait long feu. Tous ceux et toutes celles qui croyaient à une « renaissance » ou à une sorte de *risorgimento* (voir NOTE no 2) sont déjà très déçus. Le bouillonnement des idées a été figé dans le temps. Une « saison » nouvelle s'annonce qui sera celle des conservateurs péquistes et des échanges vaseux sur la meilleure manière de gérer le Québec. Ce qui a provoqué la critique tout à fait justifiée de Michel David dans son article sur « La réingénierie du PQ ». « Leur chef, écrit-il, réfère plutôt à l'opportunisme coupable d'un Robert Bourassa ou, pire encore, d'un Lucien Bouchard, qui n'avait même pas l'excuse d'être libéral. [...] Clairement, M. Landry s'opposera à toute tentative de radicalisation du PQ, qu'il s'agisse de son « projet de société » ou de la souveraineté. Sa lettre n'est surtout pas celle d'un homme qui envisage de prendre sa retraite. » (Voir NOTE no 3.)

Jean-Herman Guay, professeur de science politique

Celui qui a déclenché tout ce brouhaha intellectuel s'était appuyé sur le père fondateur du PQ, René Lévesque, qui écrivait dans son autobiographie :

Les partis appelés à durer vieillissent généralement assez mal. Ils ont tendance à se transformer en Églises laïques hors desquelles point de salut et peuvent se montrer franchement insupportables. À la longue, les idées se sclérosent, et c'est l'opportunisme politicien qui les remplace. Tout parti naissant devrait, à mon avis, inscrire dans ses statuts une clause prévoyant qu'il disparaîtra au bout d'un certain temps. Une génération ? Guère davantage, ou sinon, peu importe les chirurgies plastiques qui prétendent lui refaire une beauté, ce ne sera plus un jour qu'une vieilleries encombrant le paysage politique et empêchant l'avenir de percer.

Il commentait en ces termes la citation : « On peut s'opposer à l'esprit de cette affirmation de René Lévesque, on peut souhaiter un amendement sur un mot ou sur l'autre, mais on ne peut pas rester insensible à l'esprit qui s'en dégage. » C'est ainsi que Jean-Herman Guay réagissait comme un professeur de science politique (voir NOTE no 4) au Conseil général du PQ à Québec en fin de semaine dernière. En s'appuyant sur cette réflexion de René Lévesque, il a tout simplement oublié les travers de l'histoire.

La pensée de René Lévesque se situe à plusieurs niveaux, mais il y en a un qui est fort agaçant, soit celui de supposer que l'histoire se passera comme on voudrait l'imaginer. Cet extrait nous offre un bel exemple de l'idéalisme de la pensée lévesquiste. La vie tout comme toutes les autres conditions de vie individuelles et en société posent des problèmes presque insolubles. En ce sens, les partis politiques sont des échantillons de toute la vie collective d'une société. Ils naissent, ils grandissent et ils meurent un jour ou ils se transforment au point de ne plus être la copie conforme de leurs origines. Cela dit, prescrire une durée de vie aux partis politiques serait comme mettre fin à la démocratie elle-même.

De toute façon, il ne faut pas se méprendre sur les étiquettes des noms des partis politiques. Quelles ressemblances y a-t-il entre les libéraux de l'époque de Jean Lesage et ceux de Jean Charest ? Quelles ressemblances y a-t-il entre l'Union nationale de Maurice Duplessis et celle de Daniel Johnson, père ? Quelles ressemblances y a-t-il entre le Parti québécois de René Lévesque et celui de Jacques Parizeau ou entre Pierre-Marc Johnson et Bernard Landry ? En grande partie, les partis politiques sont à l'image de la société, sauf lorsque des dirigeants cherchent d'après une vision de la

société et de l'avenir collectif le changement en profondeur en évitant de tomber dans l'opportunisme politique et la compromission par intérêt personnel ou pour satisfaire un besoin insatiable de pouvoir, de prestige, d'orgueil, d'arbitraire, puis finalement d'autoritarisme. À ce moment-là, la fissure s'élargit entre les organisations de partis et la société ou la nation jusqu'à compromettre la démocratie ou jusqu'à ce que le peuple mette à la porte de tels dirigeants. Ce qui se passe en ce moment dans le Parti québécois nécessiterait la renaissance de la simplicité de Bozoles-culottes. Il faut crever l'abcès de la supercherie ou de la langue de bois.

Avant la sortie du professeur de science politique de l'Université de Sherbrooke, la publication d'un essai sur la dernière campagne électorale par André Pratte, *Le temps des girouettes*, a soulevé rétrospectivement un certain nombre de questions sur l'imprévisibilité des résultats d'une campagne électorale. L'essai a été sous-titré *Journal d'une drôle de campagne électorale*.

Yves Martin, conseiller politique du Parti québécois

Dans son analyse du cheminement qui a mené à la campagne électorale de 2003, André Pratte constate que dans un premier temps les électeurs ont été perçus comme des girouettes. Mais, au fur et à mesure de l'évolution de la campagne électorale, puis avec les résultats électoraux, les véritables girouettes étaient plutôt devenues les politiciens, puis les observateurs et journalistes eux-mêmes qui ont mal décodé ce que recherchait au fond l'électorat québécois.



Cependant, cette version de l'essai serait insuffisante si l'on ne tenait pas compte du point de vue fédéraliste de l'essayiste. Cet aspect de l'ouvrage a été mis en évidence par Yves Martin, un conseiller de Bernard Landry (voir NOTE no 5).

Dans les journées qui ont précédé la réunion du Conseil général du Parti québécois à Québec, Yves Martin publie dans *La Presse* son analyse du livre d'André Pratte. D'entrée de jeu, il nous informe qu'il l'a lu rapidement et « tout d'une traite ». Il note au début de son commentaire ce qui suit :

« C'est en marge de sa participation à l'émission *Droit de parole* sur le thème « La souveraineté est-elle dépassée ? », le 24 janvier 2003, qu'André Pratte consigne dans son *Journal* l'essentiel de ses vues sur la souveraineté. Celles-ci ont le mérite de la concision. Elles se ramènent à deux propositions. La première : « Les Québécois forment une nation, et toute nation peut un jour ou l'autre aspirer à la pleine souveraineté » (p. 112). La seconde : « La question fondamentale, selon moi, c'est de savoir si la souveraineté est aujourd'hui nécessaire,

souhaitable, faisable. Je réponds non sur les trois plans » (p. 114). » (voir NOTE no 5.)

Les réflexions de monsieur Martin devraient faire partie du brassage d'idées des péquistes eux-mêmes. Or cette réaction au livre d'André Pratte est passée assez inaperçue. Pourtant, elle mérite toute notre attention. Devant les deux propositions d'André Pratte, monsieur Martin se pose une question de fond. « La vraie « question fondamentale », se demande-t-il, est de savoir où, pour les Québécois, doit se situer le centre déterminant de leur avenir collectif, à Ottawa ou à Québec. » Il se demande aussi s'il peut « y avoir ici une vie démocratique saine si nous reportons délibérément à un plus tard indéterminé – aux calendes grecques ? – la définition de ce qui en est l'assise même, le statut constitutionnel du Québec ? »

Nous touchons là le point limite du discours souverainiste. Le *péquisme* est toujours à la recherche d'une solution autonomiste pour le Québec. C'est en cela qu'il constitue un discours limite toujours en instance de rechercher le statut constitutionnel dont le Québec a besoin. Tous les partisans de la souveraineté à la manière péquiste sont de ce mode de raisonnement politique. Ils incarnent à leur manière la tradition autonomiste du Québec-Français depuis ses origines jusqu'à Duplessis, Jean Lesage, Daniel Johnson, père, Robert Bourassa, René Lévesque, Jacques Parizeau, Bernard Landry et demain, très certainement, Jean Charest. Au fond, le Québec en reste à la conclusion de la Commission Bélanger-Campeau. « Temps fort de la réflexion collective, reconnaît Yves Martin, les travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (la Commission Bélanger-Campeau) se terminaient, en mars 1991, par une constatation lapidaire : « Dans la redéfinition de son statut, deux voies seulement s'offrent au Québec : d'une part, une nouvelle et ultime tentative de redéfinir son statut au sein du régime fédéral et, d'autre part, l'accession à la souveraineté. » Cette conclusion n'a rien perdu de sa pertinence, mais qui peut aujourd'hui soutenir avec quelque crédibilité qu'une réforme en profondeur du fédéralisme conforme aux aspirations et aux intérêts du Québec n'est pas une voie sans issue ? » Finalement, les Québécois-Français ne pourront pas collectivement jusqu'à leur assimilation complète cesser de revendiquer leur différence.

Prendre conscience de l'annexion et de ses effets

Les Québécois-Français doivent prendre conscience de leur annexion et de ce que l'annexion d'une société par une autre peut signifier réellement. C'est en des termes sans équivoque que le plus grand historien du Québec, Maurice Séguin, décrit dans son cours sur *Les Normes* les avatars de l'annexion politique. Après avoir analysé en profondeur la société québécoise durant plusieurs décennies, il constate ceci :

Sur l'annexion refusée, acceptée ou consentie

- D) L'annexion refusée au début puis acceptée ou l'annexion consentie dès l'origine à cause des circonstances atténuantes (on ne peut agir autrement) ne sont pas moins des annexions et des annexions d'autant plus graves qu'inévitables...
- J) L'annexion (la provincialisation) est le cheminement obligatoire qui conduit à l'assimilation totale, quand cette dernière doit se produire.

K) Mais l'annexion (le « status¹ d'appendice ») peut être une situation permanente :

La plupart des nationalités (qui de nos jours sont dénombrées) sont des ethnies « coincées », ne pouvant accéder à l'indépendance, ne pouvant se fondre dans l'oubli de l'assimilation totale.

L) Ces nationalités sont « condamnées » au supplice de la « survivance ».

- En plus de la crise intrinsèque permanente, insurmontable des **nations** les plus **souveraines**,
- s'ajoutent les déchirements intrinsèques et insurmontables du « status d'appendice » ;
- on oscille de l'ultimatum : (dernière chance...) à la soumission : (à quoi bon lutter contre un plus fort...).

M) Ces « milieux ethniques » sont le théâtre

- 1° de diminution (directe, indirecte) politique, économique, culturelle.
- 2° d'écartèlement (doit-on d'abord servir le central, le régional ?)
- 3° de guerre civile larvée : faut-il être partisans
 - de l'indépendance à tout prix ou à rabais ?
 - du statu quo rigide ou modifié, modernisé... ?
 - de l'assimilation sans douleurs / ou foudroyante avec brève agonie ?
- 4° quand on ne passe pas aux coups et à la vraie guerre civile en se cherchant des alliés à l'extérieur...

N) Dans ces nationalités minoritaires, un même individu peut passer d'une attitude à une autre, en peu de temps, sans avis préalable.

¹ NDLE.— État : emprunt lat. « **status** », de *stare*, se tenir debout au sens fig. de « position », etc. (et « État » en bas lat.). Dér. et comp.: tatisme, -iste, au sens pol. (fin XIX^e s.) ; étatifier (XX^e).

Source : *Les Normes*, 3, 10, 1, 4- i) à n).

Être toujours à la recherche de son statut constitutionnel, est-ce normal ? Après des décennies de combats autonomistes, pourquoi les souverainistes doivent-ils se répéter toujours la même question ? D'une certaine manière, monsieur Martin n'échappe pas à ce discours limite. « En d'autres termes, s'interroge-t-il, la société québécoise, se reconnaissant comme peuple et comme nation, doit-elle ou non disposer de la pleine maîtrise de son devenir ? » Cela dit, monsieur Martin a bien raison, en revanche, de répondre à monsieur André Pratte dans les termes qui suivent :

Ce qui est en cause, à mes yeux, ce ne sont pas des « gains » partiels, quelque importants soient-ils, mais ce qui serait le gain par excellence : la maîtrise du politique, c'est-à-dire la maîtrise des décisions concernant toutes les dimensions de la vie collective des Québécois, y compris celles touchant leur insertion dans

¹ NDLE.— État : emprunt lat. « **status** », de *stare*, se tenir debout au sens fig. de « position », etc. (et « État » en bas lat.). Dér. et comp.: tatisme, -iste, au sens pol. (fin XIX^e s.) ; étatifier (XX^e).

le monde, ce qui implique bien entendu l'autorité exclusive sur le prélèvement et l'affectation des ressources publiques. (Voir RÉF. no 5 et l'ANNEXE au DOC. no 2.)

Si la « maîtrise du politique » signifie l'indépendance, c'est-à-dire l'agir par soi collectif et la présence du Québec au monde sans nation interposée, l'expression est juste et elle est claire. Dans ce cas, les Québécois finiront probablement par vivre une vie démocratique normale puisque « LA » question de fond aura été réglée. Bravo ! Monsieur Yves Martin.

(30)

Bruno Deshaies

Une réaction vous démange, écrivez à :
bd@rond-point.qc.ca

RÉFÉRENCES :

- (1) Bruno Deshaies (2003), « **L'INDÉPENDANCE**. Un mot, un concept, une vision, un objectif et la FIN. » Vigile.net, Chronique du jeudi 17 avril 2003. <http://www.vigile.net/archives/ds-deshaies/docs3/03-4-17.html>
- (2) Bruno Deshaies (2003), « **COMMENT FAIRE L'INDÉPENDANCE**. Comment NE PAS faire l'indépendance. » Vigile.net, Chronique du jeudi 8 mai 2003. <http://www.vigile.net/archives/ds-deshaies/docs3/03-5-8-1.html>

NOTES :

- (1) Lysiane Gagnon « **La saison du cheuf**. » *Dans La Presse*, mardi 21 octobre 2003, p. A23. <http://www.vigile.net/archives/ds-actu/docs3a/03-10-21-1.html#211plg>
- (2) « **Le Risorgimento**. » <http://perso.wanadoo.fr/david.colon/scpo/risorgimento.pdf>
- (3) Michel David, « **La réingénierie du PQ**. » *Dans Le Devoir*, samedi 18 et dimanche 19 octobre 2003, p. B3. <http://www.vigile.net/archives/ds-actu/docs3a/03-10-18-1.html#18ldmd>
- (4) Jean-Herman Guay, « **Le Parti québécois, un parti rendu à maturité**. » Allocution pour le Conseil national du 18 octobre 2003. <http://www.vigile.net/archives/ds-actu/docs3a/03-10-20-1.html#18pqhg> L'auteur est professeur titulaire en Sciences politiques à l'Université de Sherbrooke.
- (5) Yves Martin, « **LA question fondamentale**. » <http://www.vigile.net/archives/ds-actu/docs3a/03-10-14-1.html#14pym> *La Presse* mardi 14 octobre 2003. L'auteur a été haut fonctionnaire du gouvernement du Québec et conseiller politique des premiers ministres Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Bernard Landry.

ANNEXE

L'Académie de l'indépendance

Raymond Lévesque
Chansonnier et citoyen

Document no 1

L'événement est émouvant. La petite fête confirme un jugement de l'historien Maurice Séguin qui notait au début des années 1960 ce qui suit :

« Parmi les Canadiens français,

- les croulants (de 15 à 90 ans) acceptent...
- les jeunes (de 15 à 90 ans) se révoltent. »

(Maurice Séguin, *Les Normes*, 9,0 « Épilogue ») <http://www.rond-point.qc.ca/histoire/seguin/normes-epilogue.html>

À 75 ans, **Raymond Lévesque**

<http://site.ifrance.com/leparolier/quebecois/classartistes/r/raymondlevesque.htm> « est bougrement plus ardent qu'une foule de jeunes », rapporte le journaliste Régis Tremblay. Il ferait donc partie des « jeunes (de 15 à 90 ans) » qui se « révoltent ». Par sa position, il montre qu'une idée fondamentale ne peut pas être délaissée gratuitement ou par opportunisme de quelque nature que ce soit. En réalité, depuis 243 ans, les Québécois-Français vivent

- toujours au lendemain de 1760 ;
- une défaite organique qui n'a rien perdu de son intensité ;
- toujours deux Canadas qui ne peuvent se fusionner ;
- les mêmes relations commandent leur coexistence.

(Maurice Séguin, *Les Normes*, 9,0 « Épilogue ») <http://www.rond-point.qc.ca/histoire/seguin/normes-epilogue.html>

Le « poète engagé-enragé » appartient à cette autre génération de Québécois-Français consciente que l'annexion ne devait plus continuer. Hélas ! Trente-six ans après **Bozo-les-culottes** (1967), ce cri de révolte nationale, <http://site.ifrance.com/leparolier/textes/bozolesculottes.htm> le poète-chansonnier « n'en aura jamais fini de se vider le cœur sur l'idée maîtresse de sa vie d'homme et d'artiste : le pays ». Et aujourd'hui, rapporte le journaliste : « C'est à regret qu'il laisse tomber : « Oui, j'ai encore la flamme. Mais l'espoir... » Est-ce à dire qu'il ne resterait même plus, selon lui, « l'espoir » ? Il se révolte... encore.

Il me semble que les partisans du *péquisme*, c'est-à-dire toutes ces personnes qui parlent à tort et à travers de souveraineté, sont des fossoyeurs du Québec-Français. Tous ces gens-là partent d'une conception incomplète de l'indépendance et, surtout, ils pensent dur comme fer que la souveraineté peut leur donner leur pays à eux en acceptant une nouvelle forme d'annexion d'après des paramètres fédératifs qui ne feront pas moins de cette « nouvelle union », une nouvelle fédération (voir RÉF. nos 1 et 2). Leur conception de la souveraineté est tellement aléatoire qu'ils sont comme René

Lévesque. C'est vraiment sur cet état d'âme que les péquistes doivent faire le brassage d'idées qui rendra les choses obscures plus claires. Mais pour l'instant... Bernard Landry veille activement à la défense du *péquisme*.

Quand les dirigeants péquistes et les chefs de file du nationalisme souverainiste québécois sont rendus à ce stade d'incompétence intellectuelle et conceptuelle, ils doivent être remerciés pour leurs loyaux services au profit du fédéralisme. Leur lutte n'est pas une lutte pro-indépendantiste, mais profédéraliste.

Voilà ce que vient de nous dire le « poète engagé-enragé ».

En terminant cette soirée anniversaire, il exulte en ces termes : « Aujourd'hui, ça ne parle pas fort, fort... »

Bruno Deshaies
21 octobre 2003

Source : Régis Tremblay, « **Poète engagé-enragé**. Raymond Lévesque fêté aux *Oiseaux de passage* », *Le Soleil*, samedi 27 septembre 2003, p. C3 (« Arts et Vie »). Une boîte à chansons dans Limoilou à Québec.

La notion d'indépendance dans l'histoire du Canada

Indépendantiste à 75 ans (Limoilou, 3 octobre 2003)

Raymond Lévesque ne peut parler de sa vie sans évoquer celle du Québec. Car Raymond Lévesque est le premier de nos chanteurs engagés. Chanteur enragé, diront certains parmi ceux qui font partie de la classe politiquement correcte. Vaut mieux être profondément correct. Comme le bon vieux grand Raymond.

Plus d'un demi-siècle de vie artistique et trois quarts de siècle de vie tout court, cela se fête ! Et quand il s'agit de Lévesque, cela prend nécessairement l'allure d'une fête de famille. Une famille élargie qui comprend non seulement les parents et les proches, mais aussi les amis de toujours, tels Michel Chartrand, Claude Gauthier, Pierre Calvé, Pierre Létourneau, Claude Larose, Jacques Michel, Marie Tifo, Michel Daigle et plusieurs autres dont nous tairons les noms, pour faire la surprise au jubilaire.

Cette fête entre amis se passera dans un lieu intime, un nid douillet pour *Oiseaux de passage*. Rendez-vous est donné aux admirateurs du **poète engagé-enragé**, le vendredi 3 octobre à 20 h, au coin de la 4^e Avenue et de la 5^e Rue, dans Limoilou.

Raymond Lévesque ne montera plus sur une scène pour donner de spectacle. L'auteur de *Quand les hommes vivront d'amour*, couronnée comme l'une des plus belles chansons françaises du siècle, est devenu sourd ; il a peine à marcher, et il a de la difficulté à lire les questions sur les lèvres. Mais il ne faut pas s'y tromper : l'homme tient la forme mentale, il parle toujours haut et fort. Et il se souvient. Comme la devise de sa... province, dont il veut ardemment faire un pays, depuis 40 ans.

Raymond Lévesque est vraiment l'un des pionniers du mouvement indépendantiste, et peu importe par quel bout on commence à l'interviewer, il finit par enfourcher son cheval de bataille.

Don Quichotte. L'image est séduisante. Et juste. Si j'étais caricaturiste, je le représenterais en pourfendeur de moulins à paroles, autrement dit d'une armée de politiciens. La grandeur d'âme, le côté rêveur, extravagant, et aussi l'air un peu perdu dans un monde trop gris et trop petit. Tout y est. Ce jour-là, l'épée de Don Quichotte est une béquille et sa rossinante, une chaise de bistro. S'il est sourd, il n'est pas muet, loin de là !

Une seule question suffit à le plonger dans son passé aussi agité qu'engagé. Question simple : comment s'y prend-on pour se faire de si bons amis dans la vie ? Réponse fleuve : « Il faut s'y prendre avant 30 ans, car c'est avant cet âge qu'on se fait de vrais amis, de ceux qui vous restent toute la vie. Les miens ne sont pas des jeunessees ! P rendez Fernand Dansereau, le réalisateur. On se connaît depuis notre enfance, dans les années 30. On habitait rue Laurentide, en Haute-Ville. On était ensemble chez les louveteaux, et on se passait des livres. Un titre me revient toujours : *Le Corsaire noir*. Qu'est-ce qu'on a aimé ça ! Quand on se revoit, on s'en parle encore ! Les vieux amis, ce sont aussi les vieux souvenirs. »

Et Michel Chartrand ? « C'était en 1958. Je revenais de Paris pour me reposer chez nous. C'est fatigant, Paris, ça magane ! Je comptais bien travailler un peu à la télévision, mais voilà que je tombe sur la grève des réalisateurs à Radio-Canada ! C'est là que j'ai connu Michel. J'avais 30 ans, et je ne m'étais pas encore libéré des peurs que les curés m'avaient faites durant toute mon enfance ! C'est Michel qui m'en a débarrassé. C'est mon maître, même s'il n'aime pas ça quand je le lui dis ! C'est l'une des personnes que j'admire le plus, parce qu'il pense juste, qu'il est courageux et qu'il a passé sa vie à faire face à tout le monde ! »

Du Chartrand dans le nez

Ce ton gouailleur, ce franc-parler arrosé de sacres bien sentis, cette façon de haranguer avec un petit côté liturgique qui ressemble à une manière de prêcher dans le désert, tout cela rapproche singulièrement le style Raymond Lévesque de celui de Michel Chartrand.

Sur la ligne de piquetage devant Radio-Canada, Lévesque et Chartrand ont côtoyé un certain René Lévesque, qui allait bientôt laisser son job d'animateur télé pour se lancer en politique avec les libéraux de Jean Lesage. À ce nom de René Lévesque, l'autre Lévesque durcit le regard ; j'ai soudain devant moi l'indépendantiste pur et dur, dru et *drette* !

« Pendant que René Lévesque s'engageait dans un parti fédéraliste, je me faisais indépendantiste ! C'est Guy Sanche (saint Bobino, priez pour nous) qui m'a invité à entrer dans ce groupuscule, qui ne comptait alors qu'une trentaine de personnes. Avec *Bozo les culottes*, j'ai l'honneur d'avoir écrit la première chanson séparatiste de notre histoire, en même temps que Tex Lecor. Les autres allaient venir plus tard : Vigneault a commencé à chanter ça au milieu des années 60, et Félix s'y est mis en 1970. Avec ma chanson, je me faisais huer dans les boîtes. J'étais mal vu, j'étais un lépreux. Je me souviens du jour où le père Émile Legault, directeur des Compagnons de Saint-Laurent et vedette de Radio-Canada, m'a tassé dans un coin pour me chicaner ! À l'époque, l'indépendantisme était un gros péché... tabarnak ! »

Bien sûr, il y avait Pierre Bourgault dans le décor. « Bourgault y croyait, lui, à la cause ! Quand je pense qu'il a sabordé le Rassemblement pour l'indépendance, qu'il a démolé son oeuvre pour René Lévesque ! Pour Bourgault, ça a été un drame. Comme moi, il voyait en Lévesque un gars qui n'était pas le vrai. Au début, je m'entendais bien avec Lévesque. Il m'a même aidé à ouvrir ma boîte à chansons dans son comté, Laurier. Mais je me suis vite rendu compte que le grand chef n'était en réalité qu'un petit politicien. **Une fois au pouvoir, il a dit aux indépendantistes convaincus : « Merci beaucoup ! Si on a besoin de vous, on vous rappellera ! »** Il ne voulait pas du référendum, il l'a retardé autant qu'il a pu, mais le parti l'a forcé. Trop tard. **En 1976, tout le monde était debout, prêt à la faire, l'indépendance !** Mais il les a tous rassis. La grande chance historique, c'est lui qui l'a gaspillée par amour du pouvoir. Dans ma boîte à chansons, j'entendais ce que toute la jeunesse pensait de lui : elle avait compris à qui elle avait affaire. **Lévesque n'a jamais eu une politique claire, il ne savait pas exactement ce qu'il voulait.** La loi 101 ? Il n'en voulait pas, c'est Camille Laurin qui a tout fait... câlisse ! »

Raymond Lévesque est intarissable. Il n'en aura jamais fini de se vider le coeur sur l'idée maîtresse de sa vie d'homme et d'artiste : le pays. **En 1983, il a publié aux Éditions Guérin un brûlot où il réglait ses comptes avec les « hypocrites » au pouvoir.** Cela s'intitulait *Mon cher René, c'est à ton tour*. « Je les ai tous matraqués ! Je n'en ai pas manqué un ! Aujourd'hui, je suis vieux, et j'ai passé le flambeau. Mais je les haïs encore, les c... ! » Deux ans après ce pamphlet, René Lévesque quittait la politique, vaincu.

Raymond Lévesque trouve la jeunesse actuelle bien silencieuse. « Il fallait voir les jeunes *baby-boomers* manifester bruyamment pour un Québec français. C'était puissant en maudit ! Aujourd'hui, ça ne parle pas fort, fort... »

Raymond Lévesque a beau dire qu'il laisse à d'autres (mais à qui ?) le soin de bâtir le pays ; son regard, ses paroles, ses gestes, tout crie sa fougue intacte, sa détermination. À 75 ans, il est bougrement plus ardent qu'une foule de jeunes. C'est à regret qu'il laisse tomber : « Oui, j'ai encore la flamme. Mais l'espoir... »

Rtremlay@lesoleil.Com

Illustration(s) :

« Au début, je m'entendais bien avec René Lévesque. Il m'a même aidé à ouvrir ma boîte à chansons dans son comté, Laurier. Mais je me suis vite rendu compte que le grand chef n'était en réalité qu'un petit politicien ».

Yves Martin
Conseiller politique du Parti québécois

Document no 2

La « réactualisation du débat sur l'avenir politique du Québec » peut-elle nous conduire à la souveraineté du Québec ? Poser la question de cette façon, c'est déjà donner la réponse. Les débats sur l'avenir des sociétés sont permanents tant et aussi longtemps qu'un choix n'est pas fait et qu'une décision propulsant l'action n'intervient pas pour conduire au terme ou à l'objectif souhaité.

Pour intelligent que soit le raisonnement de monsieur Martin, les Québécois-Français continuent à souscrire au discours limite sur le statut constitutionnel du Québec. Le débat est repris périodiquement au lieu d'être approfondi systématiquement. Depuis le temps que le mot souveraineté est utilisé comme vocable pour défendre les intérêts supérieurs du Québec, pourquoi doit-on encore se demander si « la société québécoise, se reconnaissant comme peuple et comme nation, doit-elle ou non disposer de la pleine maîtrise de son devenir ? » Pourquoi demeurer dubitatif ? Pourquoi affirmer encore : « C'est la question politique de fond qu'on se pose ici depuis les origines, mais avec une acuité particulière depuis les débuts de la Révolution tranquille (demeurée sous cet angle inachevée). »

Pourquoi les Québécois-Français sont-ils toujours à la recherche de leur avenir politique ? Si l'option de l'indépendance du Québec était considérée comme définitive, les Québécois-Français n'en resteraient pas là à se demander continuellement si leur avenir est dans la fédération canadienne renouvelée ou pas ou dans sa séparation du Canada tout en assumant pleinement de nouvelles relations interétatiques commandées par son nouveau statut politique dans le monde.

Le choix de l'indépendance du Québec serait courageux, s'il était affirmé et défendu inlassablement sur toutes les tribunes et dans l'opinion publique et auprès de l'électorat québécois tout en étant soutenu par des recherches universitaires et un encadrement de formation supérieure adapté aux objectifs supérieurs du Québec. Il y a gros à parier pour que ce destin se réalise un jour. Par conséquent, les conclusions de l'analyse de Maurice Séguin concernant l'*annexion* demeurent justes jusqu'à nouvel ordre (voir l'extrait du cours sur *Les Normes* de Maurice Séguin cité dans notre chronique d'aujourd'hui).

Bruno Deshaies
23 octobre 2003

Source : Voir NOTE no 5.

Réactualiser le débat sur l'avenir politique du Québec

(Extraits)

La question de fond

Pas « faisable », la souveraineté ? Au moins depuis la commission Bélanger-Campeau, cette question ne se pose plus. Peut-être serait-elle « difficile », comme le souligne André Pratte, mais, forte de l'appui de la légitimité démocratique dont elle serait issue, l'entreprise pourrait être menée à terme avec « détermination », dans l' « enthousiasme » même, pour reprendre des termes de l'auteur. Ni « nécessaire » ni « souhaitable », la souveraineté, parce ce que, selon ce dernier, « malgré les obstacles, les Québécois francophones ont atteint - sans sortir du Canada - la plupart de leurs objectifs », parce qu'ils « ont DÉJÀ fait le Québec » et que « les gains à attendre de la souveraineté sont donc petits par rapport aux risques et aux problèmes qu'il faudrait affronter ». L'auteur précise que sa position ne tient pas au fait qu'il croit « possible à court terme la nécessaire réforme du fédéralisme », sans pour autant chercher à situer dans le temps cette « nécessité ».

La réponse d'André Pratte serait-elle la même si le problème était posé dans toute sa dimension politique ? Dans cette perspective, il me semble qu'il y a une « question fondamentale » préalable à celle formulée par l'auteur. La vraie « question fondamentale » est de savoir où, pour les Québécois,

doit se situer le centre déterminant de leur avenir collectif, à Ottawa ou à Québec. En d'autres termes, la société québécoise, se reconnaissant comme peuple et comme nation, doit-elle ou non disposer de la pleine maîtrise de son devenir ? C'est la question politique de fond qu'on se pose ici depuis les origines, mais avec une acuité particulière depuis les débuts de la Révolution tranquille (demeurée sous cet angle inachevée).

Temps fort de la réflexion collective, les travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (la Commission Bélanger-Campeau) se terminaient, en mars 1991, par une constatation lapidaire : « Dans la redéfinition de son statut, deux voies seulement s'offrent au Québec : d'une part, une nouvelle et ultime tentative de redéfinir son statut au sein du régime fédéral et, d'autre part, l'accession à la souveraineté. » Cette conclusion n'a rien perdu de sa pertinence, mais qui peut aujourd'hui soutenir avec quelque crédibilité qu'une réforme en profondeur du fédéralisme conforme aux aspirations et aux intérêts du Québec n'est pas une voie sans issue ?

Maîtriser le politique

Ce qui est en cause, à mes yeux, ce ne sont pas des « gains » partiels, quelque importants soient-ils, mais ce qui serait le gain par excellence : la maîtrise du politique, c'est-à-dire la maîtrise des décisions concernant toutes les dimensions de la vie collective des Québécois, y compris celles touchant leur insertion dans le monde, ce qui implique bien entendu l'autorité exclusive sur le prélèvement et l'affectation des ressources publiques.

L'enjeu n'échappe évidemment pas aux stratégies du fédéralisme, de part et d'autre de la rivière des Outaouais. C'est ainsi que, pour vider de leur véritable signification les oppositions ou les réserves québécoises à propos d'initiatives fédérales, qu'il s'agisse des jeunes contrevenants, des congés parentaux, d'ingérences dans les domaines de l'éducation, de la santé ou des affaires municipales, on présentera ces réserves comme des incitations à de vulgaires chicanes. La stratégie a porté fruit, à en juger, par exemple, par le succès - peut-être durable celui-là - de la position constitutionnelle de l'Action démocratique du Québec : un moratoire d'une durée indéterminée sur « la question nationale ». La plate-forme constitutionnelle du Parti libéral du Québec va dans le même sens : évitons tout affrontement, parlons arrangements administratifs et reportons à plus tard tout débat un peu significatif sur le statut du Québec au sein de la fédération canadienne ou, plus largement, sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. L'enjeu n'est pas non plus absent - les fédéralistes n'auraient pas cette naïveté - de la remise en cause du rôle de l'État au Québec, une pièce centrale du programme du nouveau gouvernement libéral de Jean Charest.

Pendant que s'anémie ainsi l'affirmation politique du Québec, le fédéralisme canadien continue d'évoluer mais c'est dans le sens de la construction d'un État unitaire. Le mouvement qui tend à faire d'Ottawa le seul centre de décision politique vraiment déterminant convient pour l'essentiel au Canada anglais ; le Québec ne saurait s'y laisser entraîner sans renoncer à terme à ce qu'il est comme société, comme peuple et comme nation. Comment, dans ce contexte, se résigner à ce que le débat soit « à bout de souffle », ainsi qu'il le semble à l'auteur et, en conséquence, à y renoncer pour « une autre décennie ou un autre siècle » ?

Le PQ n'est pas au pouvoir, il n'y a pas de référendum à l'horizon. À l'encontre de l'observation un peu désabusée d'André Pratte, le moment est peut-être propice à une réactualisation du débat sur l'avenir politique du Québec et, partant, sur le projet de souveraineté, compte tenu bien évidemment - même si c'est lassant - de l'évolution du fédéralisme canadien, mais aussi, plus que nous l'avons

fait jusqu'à présent, des conditions d'épanouissement des petites sociétés dans le cadre de la mondialisation. Peut-il y avoir ici une vie démocratique saine si nous reportons délibérément à un plus tard indéterminé – aux calendes grecques ? – la définition de ce qui en est l'assise même, le statut constitutionnel du Québec ?